

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1919.

Proposition de loi

modifiant la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation
au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Après les souffrances sans nom, que nos soldats ont endurées à la guerre, après la campagne qu'ils ont menée d'une façon héroïque, la tâche immense qu'ils ont accomplie, le spectacle admirable d'indéfectible fidélité qu'ils ont donné au monde et les inappréciables services qu'ils ont rendus à la patrie, nous avons l'impérieux devoir de leur être profondément reconnaissants et de leur accorder, en témoignage de notre gratitude, une récompense digne de leur sacrifice. Nos valeureux soldats n'étaient point des mercenaires et ne se sont pas battus par esprit de lucre ; c'est par devoir et par esprit de pure abnégation qu'ils se sont sacrifiés et qu'ils ont exposé leur vie pour le bien de tous. Nous ne pouvons les dédommager intégralement des sacrifices qu'ils se sont imposés, des souffrances physiques et morales qu'ils ont endurées. Nous ne pouvons, tout en leur donnant un témoignage de notre estime, que les indemniser dans une certaine mesure qui doit être la plus large possible. Si nous ne voulons point aigrir ces cœurs généreux ni les blesser dans leurs sentiments de fierté, cette indemnité ne peut revêtir le caractère d'une aumône. L'aide, que nous voulons leur procurer à ce sujet, doit être telle qu'ils soient en état de se mettre immédiatement au travail, de façon à pouvoir reprendre la vie civile et faire face aux lourdes charges de l'existence.

C'est de cette idée que le Parlement s'est inspiré lors du vote de la loi du 1^{er} juin 1919, et, si les mesures qu'il a prises en faveur des anciens combattants sont en ce moment totalement insuffisantes, il faut en rechercher la cause dans l'augmentation sans cesse croissante de la cherté de la vie, que personne ne pouvait prévoir à cette époque. Tous nous avons cru qu'après cette longue période d'âpre lutte, une ère plus clémente et des conditions de vie plus favorables se feraient moins attendre. Hélas ! les circonstances n'ont pas permis la réalisation de nos espérances ; il

importe donc que, pour satisfaire aux injonctions de l'équité autant qu'à celles de notre conscience, les premières dispositions prises soient modifiées; aussi espérons-nous voir adopter les modifications indispensables, qui se trouvent exposées dans notre proposition.

La plupart de nos anciens combattants se trouvent dans le besoin; à leur retour au foyer, ils ont trouvé leur maison abandonnée ou pillée. Femme et enfants sont dans la misère. Un grand nombre d'entre eux cherchent en vain du travail, soit que bien d'autres ont pris leur place pendant leur absence, soit qu'ils ne peuvent plus exercer leur métier dans les conditions voulues, parce que les outils indispensables leur ont été enlevés et qu'ils ne peuvent plus s'en procurer à cause des prix exorbitants ou à défaut de ressources. C'est ce qui donne lieu au nombre considérable de requêtes d'anciens combattants, tendant à obtenir un emploi de l'État. Ces requêtes sont tellement nombreuses que le Gouvernement s'en trouve embarrassé; avec la meilleure volonté, il ne peut les prendre toutes en considération. Cela menace de devenir une plaie et un danger social, que nous pouvons prévenir en tendant à ces braves une main secourable et en leur assurant une sérieuse indemnité. Nous leur permettrons ainsi de reprendre leur métier et de pourvoir aux besoins de leurs familles indigentes. D'autre part, un grand nombre d'entre eux pourront entreprendre un petit commerce auquel ils consacreront tout leur zèle et toute leur activité. Il ne faut pas oublier, en effet, que les soldats, qui ont fait la guerre, ont séjourné maintes fois à l'étranger et en ont rapporté une belle dose d'expérience nouvelle; ils sont par conséquent devenus plus entreprenants et possèdent l'esprit d'initiative à un plus haut degré. Toutes ces forces, qui actuellement tendent à nous échapper, pourront alors se développer pour le plus grand bien du pays.

Il va sans dire que ces indemnités doivent être accordées sans délai.

Telles sont, esquissées à grands traits, les raisons principales qui motivent les modifications à apporter à la loi concernant la dotation au profit des anciens combattants; nous espérons que la Chambre n'hésitera pas à s'y rallier.

FRANS THEELEN.



WETSVOORSTEL

tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 houdende instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders van den oorlog van 1914-1918.

TITEL 1.**EERSTE ARTIKEL.**

Aan alle militairen, die gedurende het tijdperk begrepen tusschen 28 Juli 1914 en 11 November 1918 deel uitgemaakt hebben van het leger, zal eene tegemoetkoming verleend worden.

ART. 2.

Deze tegemoetkoming bedraagt 100 frank voor iedere maand dienst en daarenboven 100 frank voor iedere maand frontdienst.

ART. 4, § 2.

Eene Regeeringscommissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Regeering en van de oudstrijdersbonden, zal gelast worden te onderzoeken wat dient verstaan te worden door frontdienst, en in onvoorziene gevallen na te gaan welke krijgsv verrichtingen of behandeling in gevangenenkampen daarmede kunnen gelijkgesteld worden, en dit volgens de wet op de frontchevrons. Zij zal eveneens uitspraak doen over de toekenning aan ieder rechthebbende van de sommen bij artikel 2 van deze wet voorzien.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

TITRE PREMIER.**ARTICLE PREMIER.**

Il est attribué une allocation à tous les militaires, qui ont fait partie de l'armée entre le 28 juillet 1914 et le 11 novembre 1918.

ART. 2.

Cette allocation sera de 100 francs pour chaque mois de service et en outre de 100 francs pour chaque mois de service au front.

ART. 4, § 2.

Une commission officielle, composée de délégués du Gouvernement et des fédérations des anciens combattants, sera chargée d'examiner ce qu'il faut considérer comme service au front, et, dans les cas non prévus, de rechercher quelles opérations militaires ou quel traitement dans les camps de prisonniers doivent y être assimilés, et ce en vertu de la loi sur les chevrons de front. Elle stipulera en même temps de quelle manière les sommes, prévues par l'article 2 de la présente loi, seront attribuées aux bénéficiaires.

Binnen eene maand na de uitspraak der commissie, zal aan de rechthebbenden, door het toedoen van den Minister van Financiën, een titel van het bedrag der toegekende sommen ter hand gesteld worden. Deze titel vermeldt de voorwaarden, door de uitspraak en de wet gesteld voor de uitbetaling.

HOOFDSTUK. II

ART. 6.

De woorden : « 300 frank » worden weggelaten.

TITEL II. — Chevronsrente.

De artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 en 16 worden ingetrokken.

TITEL IV.

Aan deze wet worden de volgende artikelen toegevoegd :

ART. 24.

De betaling geschiedt op volgenden grondslag :

1° Bij de aflevering van den titel, een vierde van het totaal bedrag, behoudens afrekening van de verschillende reeds betaalde vergoedingen;

2° Het overige bedrag in tien gelijke jaarlijksche afkortingen.

ART. 25.

Voor bijzondere gevallen, waar het onmiddellijk beschikken over een zeker kapitaal van groot belang zou wezen voor den rechthebbende, kunnen grootere voorschotten volgens advies van de commissie toegekend worden.

Dans le mois de la décision de la commission, un titre de la valeur des sommes allouées sera remis aux bénéficiaires par les soins du Ministre des Finances. Ce titre mentionne les conditions de paiement établies par la décision et la loi.

CHAPITRE II.

ART. 6.

Les mots : « 300 francs » sont supprimés.

TITRE II. — Rente des chevrons.

Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 sont abrogés.

TITRE IV.

Les articles ci-après sont ajoutés à la loi :

ART. 24.

Le paiement se fera comme suit :

1° Un quart de la somme totale, sous déduction des différentes indemnités déjà payées, sera versé au moment de la remise du titre.

2° Le surplus sera payé en dix versements annuels d'un même import.

ART. 25.

Des avances plus importantes peuvent être accordées, la commission entendue, dans des cas particuliers, où le bénéficiaire a un grand intérêt à pouvoir disposer immédiatement d'un certain capital.

ART. 26.

Alle toegekende gelden brengen eene rente op van 5 t. h. te rekenen van 1 Januari 1920.

ART. 27.

De titel is op naam; de schuldvordering, welke dezen titel vertegenwoordigt, kan slechts afgestaan of in pand gegeven worden op de hierna bepaalde wijzen.

ART. 28.

Is van geener kracht elk beslag op de schuldvorderingen krachtens deze wet toegekend, tenzij wegens schulden gemaakt na 11 November 1918.

ART. 29.

De afstand kan aan derden slechts tegengesteld worden en het pand is slechts geldig gevestigd, wanneer de voorwaarden en de vormen zijn in acht genomen zooals die door de artikelen 1689 en volgende, alsmede door de artikelen 2071 en volgende van het Burgerlijk Wetboek onderscheidenlijk zijn voorgescreven voor den afstand en voor de inpandgeving van de schuldvorderingen en andere onlichamelijke werken.

ART. 30.

De beteekeningen of authentieke aannemingen, voorzien bij de artikelen 1690 en 2075, worden aan den Staat gedaan of door dezen verschaft door bemiddeling van het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade.

ART. 26.

Toutes les sommes allouées sont productives d'un intérêt de 5 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 27.

Le titre est nominatif; la créance, qui en fait l'objet, ne peut être cédée ni mise en gage que dans les conditions ci-après.

ART. 28.

Sont inopérantes toutes saisies des créances attribuées en vertu de la présente loi, sauf pour dettes contractées après le 11 novembre 1918.

ART. 29.

La cession n'est opposable aux tiers et le gage n'est valablement constitué que moyennant l'accomplissement des conditions et des formes exigées respectivement par les articles 1689 et suivants et par les articles 2071 et suivants du Code civil pour la cession et pour la mise en gage des créances et autres droits incorporels.

ART. 30.

Les significations ou acceptations authentiques prévues aux articles 1690 et 2075 seront faites à l'État ou fournies par celui-ci à l'intervention du bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

Deze beteekeningen kunnen vervangen worden door de vermelding van den afstand of de inpandgeving, door het hoofd van dit bureel ingeschreven op den overeenkomstig artikel 4, § 2, afgeleverden titel.

ART. 31.

De akten van afstand en inpandgeving, evenals de beteekeningen, de aannemingen en de vermeldingen voorzien bij het vorig artikel, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd.

ART. 32.

Het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade is belast met denzelfden dienst voor de toelagen verleend krachtens deze wet.

Ces significations peuvent être remplacées par la mention de la cession ou du gage, inscrite par le chef de ce bureau sur le titre délivré conformément à l'article 4, § 2.

ART. 31.

Les actes de cession et de gage, ainsi que les significations, les acceptations et les mentions prévues à l'article précédent, sont exempts de timbre et enregistrés gratis.

ART. 32.

Le bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre est chargé du même service pour les allocations accordées en vertu de la présente loi.

W. VAN HOECK.

FRANS THEELEN.

A. CATTEUW.

H. HEYMAN.

J. VAN CAENEGEM.

H. MARCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1919.

Wetsvoorstel

tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 houdende instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders van den oorlog van 1914-1918.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Na het onnoemelijk lijden en heldhaftig strijden van onze oud-soldaten, na de reuzentaak, die zij volbracht hebben, het bewonderenswaardig voorbeeld van onwrikbaren trouw aan de wereld geschonken en de onschatbare diensten aan het land bewezen, is het voor ons een heilige plicht diep-dankbaar te wezen en hun, ten blijke van onze erkentelijkheid, een degelijke belooning toe te kennen. Onze knappe soldaten waren geen huurlingen, voor het geld hebben ze niet gevochten; uit plicht en uit loutere liefde hebben zij zich opgeofferd en hun leven voor het algemeen welzijn veil gehad. De ontberingen, die zij zich getroost, het lichamelijk lijden en het zielewee die zij doórstaan hebben, kunnen wij hun onmogelijk vergelden. Derhalve moeten wij hun een blijk van waardeering geven en hun in de verste mate een vergoeding schenken. Deze vergoeding moge dan niet den schijn hebben van een toegereikte aalmoes, want dit zou die edelmoedige harten kwetsen en hun fier gemoed verbitteren. De steun, dien wij hun daarom willen verleen, moet voldoende wezen om hen in staat te stellen zich onmiddellijk aan het werk te zetten om hun burgerleven te kunnen herbeginnen en de overgrootte moeilijkheden van het leven te boven te komen.

Overigens, deze gedachte bezielde ook de Kamers der Volksvertegenwoordiging bij het aannemen der wet van 1 Juni 1919; doch, indien de door haar getroffen maatregelen betreffende de oud-strijders thans heel en al onvoldoende zijn, dan is dit te wijten aan de steeds stijgende levensduurte, welke toen niemand had kunnen voorzien. Wij waren allen de meening toegedaan, dat na deze lange periode van bitteren levensstrijd spoedig een zachter tijdperk zou aanbreken en de levensomstandigheden gemakkelijker zouden worden. De tijden hebben eilaas niet aan onze verwachtingen beantwoord en dus dienen wij ook rechtvaardigheidshalve en uit plichtsbesef de reeds genomen besluiten te wijzigen, en wenschen wij dat de noodige veranderingen, in ons voorstel vermeld, in de bestaande wet worden gebracht.

De meesten onzer volksjongens verkeerden in nood; zij zijn naar huis gekeerd en hebben hun woning ledig gevonden of uitgeplunderd. Vrouw en kinderen lijden armoede. Te vergeefs trachten velen werk te vinden; ofwel hebben anderen gedurende hunne afwezigheid hun plaats ingenomen, ofwel kunnen zij hun stiel niet meer behoorlijk uitoefenen, daar hun gereedschappen verdwenen zijn en zij deze, wegens de overdreven prijzen en gebrek aan geld, niet kunnen vervangen. Vandaar de overvloed van aanvragen van oud-strijders om een Staatsdienst te mogen bekleeden. Deze aanvragen zijn zoo talrijk, dat de Regeering er door gehinderd wordt en ze alle onmogelijk in aanmerking kan nemen. Dit dreigt een plaag te worden en een maatschappelijk gevaar op te leveren. Dit gevaar kunnen wij afkeeren door de jongens te ontmoeten en hun een degelijken steun te verzekeren. Dan kunnen zij tot hun vroeger beroep weerkeeren en in het onderhoud van hun behoeftige familie voorzien. Ofwel zullen er velen een kleinhandel beginnen, waaraan zij al hun ijver en werkzaamheid zullen wijden. Want men vergete niet, dat de soldaten, die den oorlog hebben meegemaakt en vaak in den vreemde verbleven, heel wat ondervinding hebben opgedaan en meer durf en ondernemingsgeest dan voorheen bezitten. Al die krachten, welke nu dreigen te niet te gaan, zullen dan gedijen en ten goede komen aan het land.

Het spreekt vanzelf dat die tegemoetkomingen onmiddellijk moeten geschieden.

Dit zijn, bondig samengevat, de hoofdredenen waarom wij de bestaande wet op de begiftiging ten voordeele der oud-strijders willen wijzigen. De gewenschte veranderingen zijn in het navolgend wetsvoorstel aangegeven; ook hopen wij dat zij bij onze achtbare collegas een gunstig onthaal zullen genieten.

FRANS THEELEN.

WETSVOORSTEL

tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 houdende instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders van den oorlog van 1914-1918.

TITEL I.**EERSTE ARTIKEL.**

Aan alle militairen, die gedurende het tijdperk begrepen tusschen 28 Juli 1914 en 11 November 1918 deel uitgemaakt hebben van het leger, zal eene tegemoetkoming verleend worden.

ART. 2.

Deze tegemoetkoming bedraagt 100 frank voor iedere maand dienst en daarenboven 100 frank voor iedere maand frontdienst.

ART. 4, § 2.

Eene Regeeringscommissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Regeering en van de oudstrijdersbonden, zal gelast worden te onderzoeken wat dient verstaan te worden door frontdienst, en in onvoorziene gevallen na te gaan welke krijgsverrichtingen of behandeling in gevangenenkampen daarmede kunnen gelijkgesteld worden, en dit volgens de wet op de frontchevrons. Zij zal eveneens uitspraak doen over de toekenning aan ieder rechthebbende van de sommen bij artikel 2 van deze wet voorzien.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

TITRE PREMIER.**ARTICLE PREMIER.**

Il est attribué une allocation à tous les militaires, qui ont fait partie de l'armée entre le 28 juillet 1914 et le 11 novembre 1918.

ART. 2.

Cette allocation sera de 100 francs pour chaque mois de service et en outre de 100 francs pour chaque mois de service au front.

ART. 4, § 2.

Une commission officielle, composée de délégués du Gouvernement et des fédérations des anciens combattants, sera chargée d'examiner ce qu'il faut considérer comme service au front, et, dans les cas non prévus, de rechercher quelles opérations militaires ou quel traitement dans les camps de prisonniers doivent y être assimilés, et ce en vertu de la loi sur les chevrons de front. Elle stipulera en même temps de quelle manière les sommes, prévues par l'article 2 de la présente loi, seront attribuées aux bénéficiaires.

Binnen eene maand na de uitspraak der commissie, zal aan de rechthebbenden, door het toedoen van den Minister van Financiën, een titel van het bedrag der toegekende sommen ter hand gesteld worden. Deze titel vermeldt de voorwaarden, door de uitspraak en de wet gesteld voor de uitbetaling.

HOOFDSTUK II.

ART. 6.

De woorden : « 300 frank » worden weggelaten.

TITEL II. — Chevronsrente.

De artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 en 16 worden ingetrokken.

TITEL IV.

Aan deze wet worden de volgende artikelen toegevoegd :

ART. 24.

De betaling geschiedt op volgende grondslag :

1° Bij de aflevering van den titel, een vierde van het totaal bedrag, behoudens afrekening van de verschillende reeds betaalde vergoedingen;

2° Het overige bedrag in tien gelijke jaarlijksche afkortingen.

ART. 25.

Voor bijzondere gevallen, waar het onmiddellijk beschikken over een zeker kapitaal van groot belang zou wezen voor den rechthebbende, kunnen grootere voorschotten volgens advies van de commissie toegekend worden.

Dans le mois de la décision de la commission, un titre de la valeur des sommes allouées sera remis aux bénéficiaires par les soins du Ministre des Finances. Ce titre mentionne les conditions de paiement établies par la décision et la loi.

CHAPITRE II.

ART. 6.

Les mots : « 300 francs » sont supprimés.

TITRE II. — Rente des chevrons.

Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 sont abrogés.

TITRE IV.

Les articles ci-après sont ajoutés à la loi :

ART. 24.

Le paiement se fera comme suit :

1° Un quart de la somme totale, sous déduction des différentes indemnités déjà payées, sera versé au moment de la remise du titre.

2° Le surplus sera payé en dix versements annuels d'un même import.

ART. 25.

Des avances plus importantes peuvent être accordées, la commission entendue, dans des cas particuliers, où le bénéficiaire a un grand intérêt à pouvoir disposer immédiatement d'un certain capital.

ART. 26.

Alle toegekende gelden brengen eene rente op van 5 t. h. te rekenen van 1 Januari 1920.

ART. 27.

De titel is op naam; de schuldvordering, welke dezen titel vertegenwoordigt, kan slechts afgestaan of in pand gegeven worden op de hierna bepaalde wijzen.

ART. 28.

Is van geener kracht elk beslag op de schuldvorderingen krachtens deze wet toegekend, tenzij wegens schulden gemaakt na 11 November 1918.

ART. 29.

De afstand kan aan derden slechts tegengesteld worden en het pand is slechts geldig gevestigd, wanneer de voorwaarden en de vormen zijn in acht genomen zooals die door de artikelen 1689 en volgende, alsmede door de artikelen 2071 en volgende van het Burgerlijk Wetboek onderscheidenlijk zijn voorgescreven voor den afstand en voor de inpandgeving van de schuldvorderingen en andere onlichamelijke werken.

ART. 30.

De beteekeningen of authentieke aannemingen, voorzien bij de artikelen 1690 en 2075, worden aan den Staat gedaan of door dezen verschaft door bemiddeling van het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade.

ART. 26.

Toutes les sommes allouées sont productives d'un intérêt de 5 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 27.

Le titre est nominatif; la créance, qui en fait l'objet, ne peut être cédée ni mise en gage que dans les conditions ci-après.

ART. 28.

Sont inopérantes toutes saisies des créances attribuées en vertu de la présente loi, sauf pour dettes contractées après le 11 novembre 1918.

ART. 29.

La cession n'est opposable aux tiers et le gage n'est valablement constitué que moyennant l'accomplissement des conditions et des formes exigées respectivement par les articles 1689 et suivants et par les articles 2071 et suivants du Code civil pour la cession et pour la mise en gage des créances et autres droits incorporels.

ART. 30.

Les significations ou acceptations authentiques prévues aux articles 1690 et 2075 seront faites à l'État ou fournies par celui-ci à l'intervention du bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

Deze beteekeningen kunnen vervangen worden door de vermelding van den afstand of de inpandgeving, door het hoofd van dit bureau ingeschreven op den overeenkomstig artikel 4, § 2, afgeleverden titel.

ART. 31.

De akten van afstand en inpandgeving, evenals de beteekeningen, de aannemingen en de vermeldingen voorzien bij het vorig artikel, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd.

ART. 32.

Het hoofdbureau voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade is belast met denzelfden dienst voor de toelagen verleend krachtens deze wet.

Ces significations peuvent être remplacées par la mention de la cession ou du gage, inscrite par le chef de ce bureau sur le titre délivré conformément à l'article 4, § 2.

ART. 31.

Les actes de cession et de gage, ainsi que les significations, les acceptations et les mentions prévues à l'article précédent, sont exempts de timbre et enregistrés gratis.

ART. 32.

Le bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre est chargé du même service pour les allocations accordées en vertu de la présente loi.

W. VAN HOECK.
FRANS THEELEN.
A. CATTEUW.
H. HEYMAN.
J. VAN CAENEGEM.
H. MARCK.